

MUNICIPALES DE 2 001 : POUR UNE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

La démocratie participative va se trouver au coeur des débats dans la course aux élections municipales de 2 001. Il est donc utile de savoir de quoi l'on parle.

La démocratie participative est non seulement " une fin en soi " mais également un moyen de créer du lien social, de lutter contre les exclusions, à condition que les citoyens puissent réellement être acteurs.

Ceux-ci n'attendent pas seulement des élus qu'ils les consultent.

La démocratie participative a bien d'autres exigences (*)

- l'acceptation par les élus d'un mode d'intervention autonome des citoyens disposant des informations et des moyens nécessaires,
- l'acceptation d'une démarche à double sens : participation des citoyens aux projets municipaux et prise en compte des propositions, contre-propositions, projets, d'initiative citoyenne,
- la construction d'une reconnaissance réciproque à travers l'élaboration en commun de règles du jeu.

La démocratie participative est faite de confrontation d'idées, de négociation, de règlement et de dépassement des conflits.

Toutefois, au bout du compte, c'est bien aux élus, qu'il incombe d'assumer la responsabilité de prendre les décisions. Les raisons ne sont pas seulement d'ordre juridique : Il peut exister des intérêts divergents ou des intérêts particuliers qui s'opposent à l'intérêt général, les acteurs qui ont participé au dialogue ne sont pas toujours représentatifs de l'ensemble des populations concernées, mais surtout, le conseil municipal a des orientations politiques qui ont été approuvées par le suffrage universel et qui donnent un sens à son action.

Cependant, le processus à rechercher avant tout doit être celui qui permet de **coproduire les décisions** parce que c'est celui où s'exprime le mieux la citoyenneté des habitants.

** Voir les travaux de l'Observatoire de la Vie Citoyenne de Poitiers
(groupe indépendant de la ville et de toute formation politique)*

Le Conseil Municipal de Poitiers a signé l'engagement des villes européennes pour les Droits de l'Homme, s'est prononcé pour le vote de tous les étrangers aux élections municipales, a adhéré à l'association nationale ATTAC. Sur ces différents dossiers, l'opposition de droite s'est abstenue.

Pour tout contact : CAP 86 4, rue Jean Dorat - 86000 - POITIERS

MAI 2 000



CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE

DES AVANCEES CONTRASTEES

Que le gouvernement de la gauche plurielle ait mis en chantier des avancées significatives n'est pas contestable, mais elles se sont trop souvent arrêtées en chemin :

- La loi sur la réduction du temps de travail pourrait figurer dans l'histoire des grands progrès sociaux mais elle sera loin de tenir ses promesses : embauches au bas de l'échelle, flexibilité, développement des temps partiels ...
- Pour la première fois une loi contre les exclusions a tenté d'engager une politique globale et cohérente mais la pauvreté s'est accrue depuis 1990 : les minima sociaux sont restés insuffisants, l'allocation unique dégressive a conduit à une diminution de l'indemnisation du chômage, les moins de 25 ans n'ont toujours pas de revenus ...
- Les emplois jeunes ont permis à beaucoup de vivre une première expérience et de reprendre espoir mais de nombreux emplois ne pourront être pérennisés. D'un autre côté, les services publics (éducation, santé, justice ...) ont un grand besoin de personnels comme en ont témoigné de récents mouvements ...
- Notre actuel système de retraite, par répartition, ne semble plus remis en cause mais le message gouvernemental reste brouillé et l'on peut craindre une nouvelle offensive des partisans des fonds de pension (dont Laurent Fabius).
- La diminution des impôts, très inspirée par le dogme libéral du "trop d'impôts" ne remplacera pas une vraie réforme de la fiscalité pourtant nécessaire pour plus de justice sociale ...
- La circulaire Chevènement a permis de régulariser 60 000 sans papiers mais 80 000 ont été laissés de côté. Le droit d'asile, pour les personnes menacées dans leur pays d'origine, est appliqué de façon très restrictive...

Ces quelques exemples d'un bilan contrasté illustrent les débats entre plusieurs positionnements dans la gauche plurielle : du social-libéralisme incarné par les ministres de l'économie et des finances successifs, au réformisme fort dont la création d'un Secrétariat à l'Economie Solidaire est un signe. (voir en pages intérieures les différents positionnements à gauche)

POUR UNE CONVERGENCE DES FORCES DE GAUCHE

Positionnements à gauche

Les débats actuels de la gauche en Europe et dans le monde partent de quatre types de positionnement :

1 - Le **social-libéralisme** est dominant dans une grande partie de l'Europe. Il a bien été défini par le manifeste Blair - Schröder :

Il faut laisser faire le marché et n'agir qu'à la marge en entretenant un filet de sécurité pour les victimes de l'exclusion.

2 - La **social-démocratie** traditionnelle est principalement incarnée par la démarche du Parti Socialiste Français, dans sa majorité dirigeante :

Il faut imposer une régulation et maintenir un système de protection sociale de bon niveau en renonçant à réformer la structure profonde de l'économie, considérée comme indépassable.

3 - Le **réformisme fort** a la particularité de provenir d'horizons variés : une large partie des forces communistes et des forces de l'écologie politique, une partie des forces socialistes, des groupes politiques divers (Alternatifs, ADS, CAP ...), des forces associatives, des réseaux de citoyenneté, souvent méfiants à l'égard de toute récupération politique ...

Il s'agit d'enclencher un processus de transformation sociale par des réformes suffisamment radicales pour s'attaquer aux structures mêmes du capitalisme.

4 - Le **positionnement révolutionnaire**, comme le précédent courant, demeure hétérogène : des forces politiques de l'extrême gauche, principalement L O et la LCR (la plus présente dans des actions collectives), mais aussi des forces associatives, des mouvements souvent méfiants à l'égard des partis ...

Il s'agit d'imposer une alternative globale et radicale au capitalisme en prenant appui sur la pression populaire.

Quelle stratégie pour changer la société ?

Il n'y a pas d'entente possible avec le social-libéralisme dont le projet n'est pas de changer la société. Le social-libéralisme n'est pas à gauche, il est libéral.

D'un autre côté, l'intransigeance d'une partie de l'extrême gauche (certains diraient le purisme), la tendance au " tout ou rien ", le refus d'admettre un certain principe de réalité (par exemple, qu'il faut bien gérer les choses, et par conséquent, accepter des compromis, même si la gestion doit être au service d'une politique), ces attitudes conduisent à l'isolement et finissent par rebutter une partie des militants d'autres appartenances, prêts à des actions communes.

La voie révolutionnaire exigerait un rapport de forces qui est loin d'exister.

Le rapport de forces est à construire.

A ce sujet, ce qui s'est passé à Seattle en décembre 99 est peut-être l'un des événements les plus importants de cette décennie : ensemble, des associations, des mouvements de citoyens, des organisations politiques et syndicales ... ont mis en échec la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce, d'inspiration ultralibérale.

Il n'y aura pas d'alternative à l'ultralibéralisme sans développement, au niveau national et européen mais aussi mondial, d'un **vaste mouvement pluriel** de toutes les forces progressistes : forces politiques et syndicales, mouvements de citoyens et associations qui posent souvent des questions d'un contenu élevé et qui sont susceptibles d'intéresser les jeunes ...

Il faudra donc bien trouver des terrains d'entente entre tout ou partie de la social-démocratie, du réformisme fort et du positionnement révolutionnaire.

La position de la C A P

Les organisations dont tous les membres parlent d'une seule voix font aujourd'hui figure d'exception. Il n'est donc pas utopique de vouloir faire travailler ensemble des militants d'appartenances différentes.

Il ne s'agit pas de recommencer un Programme Commun de la Gauche mais de confronter les réflexions d'une manière positive, pour des actions unitaires et d'engager ainsi un processus de transformation sociale, au bout du compte révolutionnaire. En commençant par une participation populaire aux institutions existantes et à créer, par une appropriation par les citoyens du pouvoir de décider. En ne séparant pas les problèmes sociaux (précarité, chômage ...) des problèmes sociétaux (environnement, évolution des moeurs ...).

Il s'agit de relancer le débat et l'action sur une stratégie de type autogestionnaire qui permettrait à la société non seulement de faire avancer des réformes profondes mais aussi de se réconcilier avec la politique.

Il ne s'agit pas de nous enfermer dans notre hexagone mais de rechercher des synergies avec d'autres réseaux, sur le plan européen et mondial.

Seattle en ce sens a donné un signe annonciateur.

Des lieux pour agir :

Collectif ATTAC pour une taxation des transactions financières, pour une économie au service de l'Homme : Maison du Peuple - 2ème mardi du mois - 20 H 15

Collectif "mêmes droits, même voix", pour le droit de vote des résidents étrangers : Maison de la Solidarité, 22 rue du Pigeon Blanc - 3ème jeudi du mois - 20 H 30

Collectif contre les expulsions et pour le droit de vivre en France : Centre d'Animation de Beaulieu - 2ème lundi du mois - 18 H

Collectif pour les droits des femmes, Collectif contre la guerre en Tchétchénie, Collectif du réseau Sortir du nucléaire : réunions en fonction des événements